

INSTRUCTION

N° 00-032-A1-A21 du 23 mars 2000

NOR : BUD R 00 00032 J

Texte publié au BOCP

RECOUVREMENT DE L'IMPÔT

ANALYSE

Contribution sociale sur l'impôt sur les sociétés.

Date d'application : 15/03/2000

MOTS-CLÉS

RECOUVREMENT ; IMPÔT SOCIÉTÉ ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; SERVICES DÉCONCENTRÉS DU TRÉSOR ;
ASSIETTE ; LIQUIDATION ; PAIEMENT

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TPG	DOM	RF	T								

DIFFUSION

GT 22

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

4^{ème} Sous-direction - Bureau 4A

3^{ème} Sous-direction - Bureau 3A

5^{ème} Sous-direction - Bureau 5A

SOMMAIRE

1. CHAMP D'APPLICATION DE LA CONTRIBUTION.....	4
1.1. Exercices concernés.....	4
1.2. Sociétés exonérées.....	4
2. LIQUIDATION ET PAIEMENT DE LA CONTRIBUTION.....	5
2.1. Contribution proprement dite.....	5
2.1.1. Base de liquidation de la contribution.....	5
2.1.2. Taux de la contribution	5
2.1.3. Montant dû au titre de la contribution.....	5
2.1.4. Date limite de paiement de la contribution.....	5
2.2. Acomptes sur contribution.....	5
2.2.1. Assujettissement aux acomptes	6
2.2.2. Base de liquidation des acomptes	6
2.2.3. Taux des acomptes.....	6
2.2.4. Montant dû au titre des acomptes	6
2.2.5. Date limite de paiement de l'acompte.....	6
2.2.6. Exercices ouverts avant le 1 ^{er} janvier 2000	6
3. DISPOSITIONS PRATIQUES	7
3.1. Paiements	7
3.1.1. Date des premiers versements	7
3.1.2. Bordereaux-avis de versement.....	7
3.1.3. Paiement par virement	7
3.1.4. Comptable du Trésor compétent.....	8
3.2. Comptabilisation des recouvrements.....	8
3.2.1. Par les comptables non centralisateurs.....	8
3.2.2. Par les comptables centralisateurs	8
3.3. Reversement de la contribution sociale au fonds de financement	9
3.3.1. Transfert des recettes à l'A.C.C.T.....	9
3.3.2. Périodicité des transferts	9
3.3.3. Imputation par l'A.C.C.T des recettes transférées au compte du fonds.....	9
3.4. Comptabilisation des excédents	9
3.4.1. Remboursements des excédents de contribution sociale.....	9

3.4.2. Réimputation d'excédents.....	10
3.5. Information des services fiscaux	10
3.6. Les titres de perception	10
3.6.1. Majorations liquidées par l'application RIS	11
3.6.2. Modalités d'édition des titres de perception	11
3.7. Rôles de contribution sociale	11
3.8. Prise en charge des rôles et titres de perception.....	11
3.9. Situations particulières.....	12
3.9.1. Sociétés nouvelles.....	12
3.9.2. Régime de groupe	12
3.9.3. Régime du bénéfice consolidé.....	12

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE : Articles 5 et 6 de la loi n° 99-1140 du 29 décembre 1999 de financement de la sécurité sociale pour 2000.....	13
--	----

La loi n° 99-1140 du 29 décembre 1999 de financement de la sécurité sociale pour 2000 (annexe 1) prévoit en son article 6, le paiement par les redevables de l'impôt sur les sociétés d'une contribution sociale, pour les exercices clos à compter du 1^{er} janvier 2000.

Cette contribution doit alimenter le fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale dont la création est prévue par l'article 5 de cette même loi.

Elle est établie, contrôlée et recouvrée comme l'impôt sur les sociétés et sous les mêmes garanties et sanctions. Elle fait l'objet de versements spontanés.

Le complément de contribution sociale à verser qui apparaît à la suite du contrôle de la liquidation effectué par le service des impôts est recouvré par voie de rôle.

Le décret fixant les modalités d'application des articles 235 ter ZC et 1668 D (codification de l'article 6 de la loi n° 99-1140 du 29 décembre 1999) n'a pas encore été promulgué. Il fera l'objet d'une diffusion lors de sa publication au Journal Officiel.

Il est rappelé que la contribution temporaire visée à l'article 235 ter ZB du CGI est due pour la dernière fois pour les exercices clos ou la période d'imposition arrêtée au plus tard le 31 décembre 1999.

La présente instruction a pour objet de préciser le champ d'application de la nouvelle contribution sociale, ses modalités de liquidation et de paiement ainsi que les dispositions pratiques concernant son recouvrement.

1. CHAMP D'APPLICATION DE LA CONTRIBUTION

1.1. EXERCICES CONCERNÉS

Sont concernés les exercices clos à compter du 1^{er} janvier 2000.

1.2. SOCIÉTÉS EXONÉRÉES

Doivent verser cette contribution, les redevables de l'impôt sur les sociétés.

Toutefois la loi exonère les redevables ayant réalisé un chiffre d'affaires de moins de 50 millions de francs et dont le capital social, entièrement libéré, est détenu de manière continue, pour 75 % au moins, par des personnes physiques ou par une société répondant aux mêmes conditions dont le capital est détenu, pour 75 % au moins, par des personnes physiques.

Le chiffre d'affaires à prendre en compte s'entend du chiffre d'affaires hors taxe réalisé par le redevable au cours de l'exercice ou période d'imposition, ramené à 12 mois le cas échéant et, pour la société mère d'un groupe mentionné à l'article 223 A du CGI, de la somme des chiffres d'affaires de chacune des sociétés membres de ce groupe.

2. LIQUIDATION ET PAIEMENT DE LA CONTRIBUTION

2.1. CONTRIBUTION PROPREMENT DITE

2.1.1. Base de liquidation de la contribution

La contribution est liquidée sur le montant de l'IS calculé sur les résultats imposables aux taux mentionnés au I de l'article 219 (taux normal à 33 1/3 % ou réduit à 19 % pour les bénéfices, taux à 19 % pour les plus-values à long terme provenant de la cession de titres de participation et taux à 19 % pour le résultat net de la concession des licences d'exploitation des brevets et inventions brevetables) et diminué d'un abattement qui ne peut excéder 5 000 000 F par période de 12 mois.

Il s'agit du montant brut de l'impôt, avant imputation des avoirs fiscaux, des crédits d'impôt de toute nature, de la créance née du report en arrière de déficit et de l'IFA.

Sous réserve de l'abattement, l'assiette de cette contribution est donc la même que celle des contributions prévues aux articles 235 ter ZA et ZB.

Lorsqu'un exercice ou une période d'imposition est inférieur ou supérieur à 12 mois, l'abattement est ajusté à due proportion.

2.1.2. Taux de la contribution

Le taux de la contribution est fixé par la loi à 3,3 % de la base de liquidation.

2.1.3. Montant dû au titre de la contribution

2.1.3.1. Non imputation de déductions fiscales

Les avoirs fiscaux ou crédits d'impôt de toute nature ainsi que la créance née du report en arrière de déficit et l'imposition forfaitaire annuelle ne sont pas imputables sur la contribution.

Compte tenu de son affectation au fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale, même les crédits d'impôt étrangers (qui sont déductibles de la contribution de 10 % et de la contribution temporaire) ne s'imputent pas sur la contribution sociale.

2.1.3.2. Déduction des acomptes versés

Le montant des versements effectués est déduit de la contribution.

Selon le cas, la partie versante aura un reliquat à payer ou bénéficiera d'un excédent de versement.

2.1.4. Date limite de paiement de la contribution

Les sociétés doivent verser la contribution au plus tard à la date prévue au 2 de l'article 1668 du CGI, c'est-à-dire à la date à laquelle elles doivent s'acquitter du solde de leur IS.

Si le solde de liquidation n'a pas été intégralement versé le 15 du mois suivant celui au cours duquel il était exigible, la majoration de 10% est appliquée aux sommes non réglées.

2.2. ACOMPTES SUR CONTRIBUTION

La contribution donne lieu à quatre versements anticipés.

Dans le corps de la présente instruction, le terme « acompte » sera employé au lieu et place du terme « versement anticipé ».

2.2.1. Assujettissement aux acomptes

Sont dispensées du paiement des acomptes, les sociétés pour lesquelles le montant de la contribution sociale calculée sur l'IS de référence n'excède pas 1000 F.

2.2.2. Base de liquidation des acomptes

La base de l'acompte correspond au montant de l'IS calculé sur les résultats imposables aux taux mentionnés au I de l'article 219 du CGI, du plus récent exercice clos ou de la dernière période d'imposition arrêtée à la date de son échéance et diminué du montant de l'abattement visé au § 2.1.1.

Lorsque cet exercice ou cette période d'imposition est supérieur ou inférieur à 12 mois, l'impôt de référence ainsi calculé est, en tant que de besoin, rapporté à une période de 12 mois.

Comme en matière d'IS, à la date d'échéance du premier acompte, l'impôt de l'exercice précédent n'est, en règle générale, pas encore déclaré ni connu. Le premier acompte de contribution sociale est donc calculé sur la base de l'impôt de l'avant-dernier exercice.

Le montant de cet acompte est régularisé sur la base de l'impôt du dernier exercice clos lors du versement du deuxième acompte.

2.2.3. Taux des acomptes

Le taux global des acomptes est de 3,3 %.

Chacun des quatre acomptes a un taux de 0,825 %.

2.2.4. Montant dû au titre des acomptes

2.2.4.1. Non imputation de déductions fiscales

Voir § 2.1.3.1.

2.2.4.2. Possibilité de réduction ou de dispense de l'acompte

Lorsque le montant des acomptes déjà payés au titre d'un exercice ou d'une période d'imposition est égal ou supérieur à la contribution dont l'entreprise prévoit qu'elle sera finalement redevable au titre de ce même exercice ou de cette même période, l'entreprise peut se dispenser du paiement de nouveaux versements.

La société remet alors au comptable du Trésor, avant la date d'exigibilité du prochain acompte, une déclaration datée et signée.

Si la déclaration est reconnue inexacte à la suite de la liquidation de la contribution, la majoration de 10% prévue au I de l'article 1762 est appliquée aux sommes non réglées.

2.2.5. Date limite de paiement de l'acompte

Les acomptes de contribution sont versés aux dates prévues pour le paiement des acomptes d'IS de l'exercice ou de la période d'imposition, c'est-à-dire aux 20 février, 20 mai, 20 août et 20 novembre et majorables respectivement aux 15 mars, 15 juin, 15 septembre et 15 décembre.

2.2.6. Exercices ouverts avant le 1^{er} janvier 2000

Les sociétés ayant ouvert leur exercice avant le 1^{er} janvier 2000 devront acquitter au 15 mars un seul acompte au taux de 0,825 %, quel que soit le rang de l'acompte du 15 mars au sein de cet exercice.

Exemple :

Une société dont l'exercice ouvert le 1^{er} juin 1999 sera clôturé le 31 juillet 2000, devra verser au 15 mars 2000, un seul acompte de contribution sociale au taux de 0,825 % (et non trois acomptes au taux cumulé de 2,475 %).

3. DISPOSITIONS PRATIQUES

3.1. PAIEMENTS

3.1.1. Date des premiers versements

Les premiers paiements vont intervenir au 15 mars 2000 (date de majoration du premier acompte concerné) et au 15 mai (date limite de paiement du solde de la contribution pour les sociétés ayant clôturé leur exercice en janvier 2000).

3.1.2. Bordereaux-avis de versement

Les versements de contribution sociale seront effectués au vu des bordereaux qui servent actuellement au paiement de l'IS et de la contribution de 10 %.

3.1.2.1. Bordereau-avis d'acompte

La notice explicative qui figure au verso de cet imprimé sera modifiée pour tenir compte de la suppression de la contribution temporaire et de la création de la contribution sociale, lors de la prochaine mise à jour des bordereaux par l'Imprimerie Nationale.

Le recto des bordereaux qui est édité par les DI a toutefois été aménagé pour permettre aux sociétés de s'acquitter, dès le 15 mars 2000, de leur acompte de contribution.

3.1.2.2. Bordereau-avis de liquidation

La notice explicative qui figure au verso de cet imprimé a été modifiée pour tenir compte de la nouvelle contribution.

Bien qu'elle soit supprimée pour les exercices clos à compter du 1^{er} janvier 2000, la notice explicative fait encore mention de la contribution temporaire, dans la mesure où le même modèle de bordereau est utilisé pour les sociétés clôturant leur exercice avant le 1^{er} janvier 2000 et les sociétés clôturant leur exercice après cette date.

Les mentions relatives à la contribution temporaire seront supprimées lors de la prochaine mise à jour de ces imprimés.

Le recto des bordereaux qui est édité par les DI a également été aménagé pour permettre aux sociétés, de s'acquitter soit de la contribution temporaire, soit de la contribution sociale, en fonction de la date de clôture de leur exercice.

3.1.3. Paiement par virement

Lorsque le montant total dû au titre d'une échéance d'IS, de contribution de 10 % et de contribution sociale est supérieur à 500 000 F, il doit être payé par virement sur le compte du Trésor à la Banque de France.

3.1.4. Comptable du Trésor compétent

La contribution sociale étant recouvrée comme en matière d'IS, les paiements doivent être effectués auprès du poste de regroupement chargé du recouvrement de l'IS.

3.2. COMPTABILISATION DES RECOUVREMENTS

3.2.1. Par les comptables non centralisateurs

La comptabilisation des recouvrements de contribution sociale par les comptables non centralisateurs est effectuée par exercice, comme c'est actuellement le cas en matière d'IS et de contribution de 10 %.

La contribution concerne les exercices clos à compter du 1^{er} janvier 2000. Ce sont donc des exercices qui peuvent avoir été ouverts en 2000, en 1999, ou même en 1998.

Le millésime des exercices étant déterminé en fonction de leur date d'ouverture, les encaissements qui interviendront en 2000 vont donc porter à la fois sur des exercices 2000 (N), 1999 (N-1) et 1998 (N-2).

La nouvelle nomenclature de D.D.R.3 pour 2000 étant déjà arrêtée, les postes comptables créeront au crédit de la rubrique 300, sous-rubrique « Autres opérations (à détailler) », trois subdivisions :

- « contribution sociale de 3,3 %-exercice N »,
- « contribution sociale de 3,3 %-exercice N-1 »,
- « contribution sociale de 3,3 %-exercice N-2 ».

Un relevé détaillé P 218 sera édité par l'application DDR3 pour chacune de ces subdivisions.

Au 1^{er} janvier 2001, il sera créé à la rubrique 300, trois sous-rubriques :

- « Impôts sans rôle-Impôt sur les sociétés-contribution sociale de 3,3 %-exercice N »
- « Impôts sans rôle-Impôt sur les sociétés-contribution sociale de 3,3 %-exercice N-1 »
- « Impôts sans rôle-Impôt sur les sociétés-contribution sociale de 3,3 %-exercice N-2 »

3.2.2. Par les comptables centralisateurs

Du 1^{er} janvier 2000 au 31 décembre 2000, l'intégration en Comptabilité Générale de l'Etat des sous-rubriques « Autres opérations (à détailler) – contribution sociale de 3.3 % - subdivision intéressée (exercice N, N-1 et N-2) » se fera automatiquement au crédit du compte 475.988 « Imputation provisoire de recettes chez les comptables centralisateurs – Imputation provisoire de recettes diverses – Divers », avec un suivi individualisé sur une ligne spécifique (contribution 3,3 %) qui distingue l'exercice concerné (N, N-1, N-2).

Le service comptabilité devra établir une fiche d'écriture manuelle afin d'apurer le compte 475.988 et d'imputer les recouvrements au crédit d'un nouveau compte de tiers ouvert à cet effet, le compte 466.1248 « Tiers créditeurs divers - Organismes de sécurité sociale - Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale » qui sera subdivisé par exercice :

- sous-compte 466.12481 « exercice N »
- sous-compte 466.12482 « exercice N-1 »
- sous-compte 466.12483 « exercice N-2 »

A partir du 1^{er} janvier 2001, l'imputation des recouvrements des sous-rubriques « Impôts sans rôle-Impôt sur les sociétés-Contribution sociale de 3.3 % », subdivision intéressée, se fera automatiquement au compte de tiers 466.1248, sous-compte intéressé.

Au début de chaque mois, le comptable centralisateur a l'habitude d'établir, à l'intention du directeur des services fiscaux, un relevé des versements comptabilisés dans le mois précédent au compte 901-30 (qu'il s'agisse d'IS, d'IFA ou de contribution de 10%). Le directeur des services fiscaux établit, en effet, au vu

de ce relevé, un titre de perception destiné à justifier dans le compte de gestion du trésorier-payeur général, les recettes constatées à ce compte.

De la même façon, il appartiendra au comptable centralisateur d'établir au début de chaque mois, à l'attention du directeur des services fiscaux, pour information, un relevé des versements comptabilisés dans le mois précédent au crédit du compte 466.1248 ainsi que des éventuels remboursements d'excédents de versement imputés au crédit négatif du compte, pour les exercices N, N-1 et N-2.

3.3. REVERSEMENT DE LA CONTRIBUTION SOCIALE AU FONDS DE FINANCEMENT

La loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 prévoit une période transitoire, pendant laquelle les recettes du fonds seront centralisées à l'A.C.O.S.S. Les modalités de reversement seront communiquées après finalisation du dispositif avec l'A.C.O.S.S.

Après la mise en place du fonds, l'A.C.C.T ouvrira dans ses écritures un nouveau compte de correspondant : le compte 441.1197 « Autres correspondants du Trésor – Etablissements publics nationaux à caractère administratif - Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale ».

3.3.1. Transfert des recettes à l'A.C.C.T.

Chaque trésorerie générale procèdera à un transfert des recettes à l'A.C.C.T :

- en débitant le compte 466.1248, sous-compte intéressé ;
- en créditant le compte 391.01 « Transferts pour le compte des correspondants du Trésor -Transferts de recettes » spéc. non comptable 9000, spéc. comptable 0566-05.

3.3.2. Périodicité des transferts

La périodicité des transferts sera connue ultérieurement après la mise en place du fonds par décret. Simultanément à ces transferts à l'ACCT, les comptables centralisateurs devront procéder à l'envoi des certificats des recettes et des pièces justificatives correspondants, à l'attention du fonds de financement.

3.3.3. Imputation par l'A.C.C.T des recettes transférées au compte du fonds

L'A.C.C.T procèdera à l'imputation des recettes transférées au compte du fonds :

- en débitant le compte 391.01 « Transferts pour le compte des correspondants du Trésor - Transferts de recettes » ;
- en créditant le compte 441.1197 « Autres correspondants du Trésor- Etablissements publics nationaux à caractère administratif - Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale ».

3.4. COMPTABILISATION DES EXCÉDENTS

3.4.1. Remboursements des excédents de contribution sociale

3.4.1.1. Remboursements des excédents de contribution sociale

Les postes comptables imputent la dépense correspondante à l'excédent constaté et remboursé :

- au débit de la rubrique 303 « Dépenses diverses du Trésor », sous-rubrique « Autres dépenses », subdivision « Remboursements d'excédents sur contribution sociale 3.3% » ;
- au crédit de la rubrique 306 « émission de chèques sur le Trésor – Etat – (EDV) »

Le comptable joindra au bordereau de règlement P213D un exemplaire de l'état de synthèse « dépenses et restes à recouvrer » accompagné de la récapitulation de la rubrique 303.

En outre, un exemplaire de la liste des excédents à rembourser par lettre-chèque sera joint au bordereau de règlement P213G.

3.4.1.2. Intégration en C.G.L. par les comptables centralisateurs

L'intégration en CGL de la rubrique 303 « dépenses diverses du Trésor », sous-rubrique « autres dépenses », subdivision « remboursements d'excédents sur contribution sociale de 3,3% » se fera au débit du compte 471.988 « imputations provisoires de dépenses diverses – Dépenses diverses – Divers ».

Cette dépense sera alors imputée au compte de tiers du fonds en diminution des recettes recouvrées à son profit, soit :

- crédit négatif du compte 466.1248, sous-compte intéressé ;
- par crédit du compte 471.988.

3.4.2. Réimputation d'excédents

La compensation entre un excédent de contribution sociale et un reste à recouvrer d'IS (ou de contribution de 10 %) n'étant pas possible juridiquement, puisque les bénéficiaires sont différents (le fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale pour la contribution sociale et l'Etat pour l'IS et la contribution de 10 %), l'application RIS va procéder à des réimputations d'excédents.

3.4.2.1. Réimputation d'un excédent de contribution sociale sur de l'IS

Débit	303	« Dépenses diverses du Trésor » sous-rubrique « Autres dépenses » subdivision « Remboursements d'excédents sur contribution sociale de 3,3 % »	
	Crédit	300	sous-rubrique « impôts sans rôle - impôt sur les sociétés ».

3.4.2.2. Réimputation d'un excédent d'IS sur la contribution sociale

Débit	303	« Dépenses diverses du Trésor – excédents de versement »	
	Crédit	300	sous-rubrique « Autres opérations – contribution sociale de 3,3 % ».

Ces excédents réimputés figureront sur le bordereau P 213D et sur la récapitulation de la rubrique 303.

3.5. INFORMATION DES SERVICES FISCAUX

Les informations relatives aux paiements de contribution sociale vont figurer sur les mêmes documents que l'IS et la contribution de 10 % (situations récapitulatives, états récapitulatifs des excédents, état de synthèse dépenses et restes à recouvrer...).

Les services fiscaux seront donc avisés des versements effectués par les sociétés au titre de la contribution sociale par l'intermédiaire des bordereaux-avis de liquidation et des situations récapitulatives.

3.6. LES TITRES DE PERCEPTION

Comme en matière d'impôt sur les sociétés, le recouvrement de l'acompte ou fraction d'acompte non réglé, du solde de liquidation ou fraction du solde de liquidation et de la majoration de 10 % correspondante est poursuivi en vertu d'un titre de perception rendu exécutoire par le trésorier-payeur général.

Les redevables ayant réalisé un chiffre d'affaires de moins de 50 millions de francs sont exonérés du paiement de la contribution. Dans la mesure où le montant du chiffre d'affaires des sociétés n'est pas connu des comptables du Trésor, il n'est pas possible à ces derniers d'apprécier si la société doit ou non la contribution. Par conséquent l'application RIS n'émettra pas d'office un titre de perception pour la recouvrer, en l'absence de paiement.

Lors de leur intégration dans les applications contentieuses, les titres de perception de contribution sont identifiés par le code 5183.

3.6.1. Majorations liquidées par l'application RIS

La loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 introduit un article 1668 D qui indique que les majorations en matière de contribution sociale ne pourront "être prononcées avant l'expiration d'un délai de trente jours à compter de la notification du document par lequel l'administration a fait connaître au contrevenant la sanction qu'elle se propose d'appliquer, les motifs de celle-ci et la possibilité dont dispose l'intéressé de présenter dans ce délai ses observations".

La mise en œuvre de cette mesure fera l'objet d'une instruction ultérieure.

3.6.2. Modalités d'édition des titres de perception

L'application de l'article 1668 D (cf. § 3.6.1.) implique une remise en cause des modalités d'édition des titres de perception.

Cette question sera traitée dans une instruction ultérieure.

3.7. RÔLES DE CONTRIBUTION SOCIALE

Le complément de contribution à verser qui apparaît, le cas échéant, à la suite du contrôle de la liquidation effectué par les services fiscaux est recouvré par voie de rôle et exigible, en totalité, dès la mise en recouvrement du rôle. Le redevable doit prendre en compte cette nouvelle liquidation pour le calcul de son prochain acompte.

La majoration de 10% est applicable au complément de contribution dans les conditions fixées par l'article 1761 du code général des impôts.

Les avis d'imposition et les rôles relatifs à la contribution sociale seront distincts de ceux ayant trait à l'impôt sur les sociétés.

Ils seront également différents de ceux édités au titre de la contribution de 10 % et de ceux émis en matière de contribution temporaire assise sur l'IS.

A l'issue d'un contrôle fiscal, un contribuable pourra donc recevoir trois avis d'imposition mentionnant respectivement l'IS, la contribution de 10 %, la contribution sociale.

Lors de leur intégration dans les applications contentieuses, les rôles seront identifiés par le code 5194.

3.8. PRISE EN CHARGE DES RÔLES ET TITRES DE PERCEPTION

La prise en charge des rôles et titres de perception sera extra-comptable, dans la mesure où les sommes recouvrées ne reviennent pas à l'Etat.

Il est précisé que la loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 n'a pas prévu de frais d'assiette et de recouvrement à la charge du fonds.

Les modalités de prise en charge des rôles et titres de perception, de même que les modalités de comptabilisation des recouvrements et dégrèvements feront l'objet d'une instruction ultérieure.

3.9. SITUATIONS PARTICULIÈRES

3.9.1. Sociétés nouvelles

La première contribution due par les entreprises nouvelles passibles de l'IS porte sur la période écoulée depuis leur début d'activité jusqu'à la date de clôture du premier exercice ou, au plus tard, jusqu'au 31 décembre de l'année suivant celle de leur création. Les entreprises sont donc dispensées, en l'absence de clôture d'un exercice au cours de leur première année civile d'activité, d'acquitter une contribution au titre de cette année.

Elles sont dispensées du versement d'acomptes au titre de la contribution due pour la période, en l'absence d'impôt de référence.

Les entreprises bénéficiant d'un régime d'exonération temporaire puis d'abattement d'IS (en application des articles 44 sexies et septies du CGI, par exemple), doivent acquitter la contribution dans les conditions de droit commun.

Tant que les résultats de l'exercice au titre duquel la contribution est due demeurent totalement exonérés, le montant de la contribution est nul. Pour les exercices ou périodes d'imposition suivants, la contribution et les acomptes sont assis sur l'impôt de référence calculé sur la fraction des résultats non exonérés.

3.9.2. Régime de groupe

Pour les entreprises placées sous le régime de groupe, la contribution est due par la société mère.

Les autres sociétés membres du groupe sont donc dispensées du paiement de la contribution.

La contribution due par la société mère est assise sur l'IS afférent au résultat d'ensemble et à la plus-value nette d'ensemble.

Comme en matière d'impôt sur les sociétés, une filiale est tenue d'acquitter les quatre acomptes lors de son exercice d'entrée dans le groupe. Ces acomptes sont ensuite transférés au comptable de la société mère.

De même, la filiale n'est pas dispensée des acomptes lors de l'exercice de sortie du groupe. Ces acomptes sont, toutefois, versés pour le compte de celle-ci par la société mère, comme en matière d'IS.

3.9.3. Régime du bénéfice consolidé

Pour les entreprises placées sous le régime prévu à l'article 209 quinquies du CGI, la contribution est calculée d'après le montant de l'IS déterminé selon les modalités prévues au § 2.1.1. qui aurait été dû en l'absence d'application de ce régime.

La contribution n'est ni imputable ni remboursable.

Toutes difficultés d'application de la présente instruction devront être signalées à la direction sous les présents timbres.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 4^{ÈME} SOUS-DIRECTION

DOMINIQUE LAMIOT

ANNEXE : Articles 5 et 6 de la loi n° 99-1140 du 29 décembre 1999 de financement de la sécurité sociale pour 2000

Article 5

I - Il est inséré, au titre III du livre I du code de la sécurité sociale, un chapitre I quater ainsi rédigé :

Chapitre Ier quater

"Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale"

"Art. L. 131-8. - Il est créé un fonds dont la mission est de compenser le coût, pour la sécurité sociale, des exonérations de cotisations patronales aux régimes de base de sécurité sociale mentionnées à l'article L. 131-9 et d'améliorer le financement de la sécurité sociale par la réforme des cotisations patronales.

"Ce fonds, dénommé "Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale", est un établissement public national à caractère administratif. Un décret en Conseil d'Etat fixe la composition du conseil d'administration, constitué de représentants de l'Etat, ainsi que la composition du conseil de surveillance, comprenant notamment des membres du Parlement et des représentants des organisations syndicales de salariés et des organisations d'employeurs les plus représentatives au plan national. Ce décret en Conseil d'Etat fixe également les conditions de fonctionnement et de gestion du fonds.

"Art. L. 131-9. - Les dépenses du fonds sont constituées :

"1° Par le versement, aux régimes de sécurité sociale concernés, des montants correspondant :

"a) A la prise en charge de l'allégement visé aux articles L. 241-13-1 et L. 711-13-1 du présent code et aux articles 1031, 1062-1 et 1157-1 du code rural au titre des dispositions correspondantes ;

"b) A la prise en charge de l'aide visée à l'article 3 de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 d'orientation et d'incitation relative à la réduction du temps de travail ;

"c) A la prise en charge de la réduction visée aux articles L. 241-13 et L. 711-13 du présent code et aux articles 1031, 1062-1 et 1157-1 du code rural au titre des dispositions correspondantes ainsi qu'au IV de l'article 1er de la loi no 95-882 du 4 août 1995 relative à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale.

"2° Par les frais de gestion administrative du fonds.

"Les versements mentionnés aux a, b et c du 1° ci-dessus se substituent à la compensation par le budget de l'Etat prévue à l'article L. 131-7 sous réserve que cette compensation soit intégrale. Dans le cas contraire, les dispositions prévues à l'article L. 131-7 s'appliquent.

"Art. L. 131-10. - Les recettes du fonds sont constituées par :

"1° Une fraction du produit du droit de consommation visé à l'article 575 du code général des impôts, dans les conditions fixées par l'article 55 de la loi de finances pour 2000 ;

"2° La contribution sociale sur les bénéfices des sociétés visée aux articles 235 ter ZC et 1668 D du code général des impôts ;

"3° La taxe générale sur les activités polluantes visée aux articles 266 sexies à 266 terdecies du code des douanes ;

ANNEXE (suite)

"4° Une fraction fixée à 47 % du produit du droit de consommation visé à l'article 403 du code général des impôts, à l'exception du produit de ce droit de consommation perçu dans les départements de la Corse et du prélèvement effectué au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles selon les dispositions de l'article 1615 bis du même code ;

"5° La contribution visée aux articles L. 212-5 du code du travail et 992-2 du code rural ;

"6° Les produits non consommés de l'exercice précédent ;

"7° Une contribution de l'Etat, dans les conditions fixées par la loi de finances.

"Les recettes et les dépenses du fonds doivent être équilibrées dans les conditions prévues par la loi de financement de la sécurité sociale. Le solde annuel des dépenses et des recettes du fonds doit être nul.

"*Art. L. 131-11.* - Les relations financières entre le fonds et les organismes de protection sociale, d'une part, le fonds et l'Etat, d'autre part, font l'objet de conventions destinées notamment à garantir la neutralité en trésorerie des flux financiers pour les organismes de sécurité sociale. "

II - Dans le 2° de l'article L. 135-3 du code de la sécurité sociale, le taux : " 55 % " est remplacé par le taux : " 8 % ".

III - Les dispositions du présent article entrent en vigueur au 1er janvier 2000. Les dispositions du 4° de l'article L. 131-10 du code de la sécurité sociale et du II du présent article sont applicables aux versements effectués au profit respectivement du fonds institué à l'article L. 131-8 du code de la sécurité sociale et du fonds mentionné à l'article L. 135-1 du même code à compter du 1er janvier 2000.

A titre transitoire et jusqu'à la date de création du fonds institué à l'article L. 131-8 du code de la sécurité sociale, les produits mentionnés à l'article L. 131-10, à l'exception de ceux mentionnés au 5°, sont versés à l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale, et les produits mentionnés au 5° de l'article L. 131-10 sont centralisés par l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale. L'agence centrale suit lesdits produits dans des comptes spécifiques ouverts à cet effet.

Article 6

I - Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Il est inséré un article 235 ter ZC ainsi rédigé :

"*Art. 235 ter ZC.* - I. - Les redevables de l'impôt sur les sociétés sont assujettis à une contribution sociale égale à une fraction de cet impôt calculé sur leurs résultats imposables aux taux mentionnés au I de l'article 219 et diminué d'un abattement qui ne peut excéder 5 000 000 F par période de douze mois. Lorsqu'un exercice ou une période d'imposition est inférieur ou supérieur à douze mois, l'abattement est ajusté à due proportion.

"La fraction mentionnée au premier alinéa est égale à 3,3 % pour les exercices clos à compter du 1er janvier 2000.

ANNEXE (suite)

"Sont exonérés les redevables ayant réalisé un chiffre d'affaires de moins de 50 millions de francs. Le chiffre d'affaires à prendre en compte s'entend du chiffre d'affaires réalisé par le redevable au cours de l'exercice ou période d'imposition, ramené à douze mois le cas échéant et, pour la société mère d'un groupe mentionné à l'article 223 A, de la somme des chiffres d'affaires de chacune des sociétés membres de ce groupe. Le capital des sociétés, entièrement libéré, doit être détenu de manière continue, pour 75 % au moins, par des personnes physiques ou par une société répondant aux mêmes conditions dont le capital est détenu, pour 75 % au moins, par des personnes physiques. Pour la détermination de ce pourcentage, les participations des sociétés de capital-risque, des fonds communs de placement à risques, des sociétés de développement régional et des sociétés financières d'innovation ne sont pas prises en compte à la condition qu'il n'existe pas de lien de dépendance au sens du 1 bis de l'article 39 terdecies entre la société en cause et ces dernières sociétés ou ces fonds.

"II - Pour les entreprises placées sous le régime prévu à l'article 223 A, la contribution est due par la société mère. Elle est assise sur l'impôt sur les sociétés afférent au résultat d'ensemble et à la plus-value nette d'ensemble définis aux articles 223 B et 223 D.

"III - Pour les entreprises placées sous le régime prévu à l'article 209 quinquies, la contribution est calculée d'après le montant de l'impôt sur les sociétés, déterminé selon les modalités prévues au I, qui aurait été dû en l'absence d'application de ce régime. Elle n'est ni imputable ni remboursable.

"IV - Les avoirs fiscaux ou crédits d'impôt de toute nature ainsi que la créance visée à l'article 220 quinquies et l'imposition forfaitaire annuelle mentionnée à l'article 223 septies ne sont pas imputables sur la contribution.

"V - Elle est établie et contrôlée comme l'impôt sur les sociétés et sous les mêmes garanties et sanctions.

"VI - Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret. " ;

2° Il est inséré un article 1668 D ainsi rédigé :

"*Art. 1668 D. - I. - La contribution sociale mentionnée à l'article 235 ter ZC est recouvrée comme l'impôt sur les sociétés et sous les mêmes garanties et sanctions.*

"Elle est payée spontanément au comptable du Trésor chargé du recouvrement des impôts directs, au plus tard à la date prévue au 2 de l'article 1668 pour le versement du solde de liquidation de l'impôt sur les sociétés.

"Elle donne lieu au préalable à quatre versements anticipés aux dates prévues pour le paiement des acomptes d'impôt sur les sociétés de l'exercice ou de la période d'imposition. Le montant des versements anticipés est fixé à 3,3 % du montant de l'impôt sur les sociétés calculé sur les résultats imposables aux taux mentionnés au I de l'article 219 de l'exercice ou de la période d'imposition qui précède et diminué d'un montant qui ne peut excéder celui de l'abattement défini au premier alinéa du I de l'article 235 ter ZC".

"Lorsque le montant des versements anticipés déjà payés au titre d'un exercice ou d'une période d'imposition en application du deuxième alinéa est égal ou supérieur à la contribution dont l'entreprise prévoit qu'elle sera finalement redevable au titre de ce même exercice ou de cette même période, l'entreprise peut se dispenser du paiement de nouveaux versements en remettant au comptable du Trésor chargé du recouvrement des impôts directs, avant la date d'exigibilité du prochain versement anticipé, une déclaration datée et signée.

"Si la déclaration mentionnée à l'alinéa précédent est reconnue inexacte à la suite de la liquidation de la contribution, la majoration prévue au I de l'article 1762 est appliquée aux sommes non réglées.

ANNEXE (suite et fin)

"II - Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret. ” ;

3° Au premier alinéa de l'article 213, après les mots : “ la contribution temporaire mentionnée à l'article 235 ter ZB ”, sont insérés les mots : “ , la contribution sociale mentionnée à l'article 235 ter ZC ”.

II - Les sanctions fiscales mentionnées au I de l'article 1668 D du code général des impôts ne peuvent être prononcées avant l'expiration d'un délai de trente jours à compter de la notification du document par lequel l'administration a fait connaître au contrevenant la sanction qu'elle se propose d'appliquer, les motifs de celle-ci et la possibilité dont dispose l'intéressé de présenter dans ce délai ses observations.